



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 9 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAT Nitrogen France SAS

Usine de Grandpuits
CS 20798
77720 Mormant

Références : E/26-0058
Numéro Hélios : 63138
Code AIOT : 0006501167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement LAT Nitrogen France SAS implanté Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle sur le volet air.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT Nitrogen France SAS
- Usine de Grandpuits CS 20798 77720 Mormant
- Code AIOT : 0006501167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine LAT NITROGEN FRANCE communément appelée Usine de Grandpuits a été mise en service en 1968. Elle est implantée sur le territoire des communes de GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS, AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS et QUIERS, à 57 km au sud-est de Paris, à l'est de MORMANT et au nord-ouest de NANGIS. L'usine occupe une surface de 45 hectares. Elle a été rachetée en 2023 par le groupe AGROFERT.

Ses activités sont la fabrication, le stockage et l'expédition :

- d'engrais azotés simples : Ammonitrates haut dosage (HD),
- de divers produits chimiques intégrés dans la filière azote :
- Ammoniac, Alkali (solution d'eau ammoniacale),
- Acide Nitrique,
- Anhydride carbonique liquéfié (CO₂),
- Nitrate d'ammonium en solution chaude (NASC) à usage agricole ou industriel.

Compte tenu de ses activités, l'usine de Grandpuits est classée Seveso seuil haut. Elle est également soumise à la directive IED. En outre les activités de l'usine de Grandpuits sont encadrées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09 DAIDD IC 142 du 04 juin 2009
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 057 du 23 novembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°10 DRIEE 063 du 15 décembre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2011 DRIEE UT77 183 du 20 décembre 2011 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°12 DRIEE UT77 027 du 13 février 2012 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 003 du 11 janvier 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°13 DCSE IC 020 du 26 février 2013 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°14 DCSE IC 010 du 13 février 2014 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°DCSE/BPE/IC 2018/78 du 19 octobre 2018 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2021/01/DCSE/BPE/IC du 20 janvier 2021 ;
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2022-48/DCSE/BPE/IC du 28 octobre 2022.

Par ailleurs un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré du fait de la présence de cette usine de Grandpuits et de la Raffinerie TOTAL Grandpuits située à proximité. Le PPI a été approuvé par arrêté du 26 juin 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE NOx Four de reforming	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Respect des VLE NOx des chaudières FIVES et SEUM	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Respect des VLE NOx atelier Acide Nitrique	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance conduit n°3	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Respect des VLE NH3 du conduit n°4	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
7	Respect des VLE NH3 du conduit n° 5.4	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Etude technico-économique pour réduire les émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
9	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
12	Assurance qualité en routine (QAL 3)	Règlement européen du 19/12/2018, article 42 et 60	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
13	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.6	/	Demande d'action corrective	3 mois
14	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.7	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Autosurveillance conduits n°1a et 1b	Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Test annuel de surveillance (AST)	Règlement européen du 19/12/2018, article 42 et 60	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait de l'arrêt formalisé de l'unité de production d'ammoniac, 13 écarts et demandes constatés lors des inspections précédentes ont pu être levés. Cependant, l'inspection a maintenu encore 10 écarts et demandes. Toutefois, cette inspection a mis en évidence des dépassements récurrents des émissions de poussières et d'ammoniac respectivement sur les conduits n°4 et 5. De plus, l'autosurveillance au titre de l'année 2024 ne respecte pas pour certains paramètres les fréquences définies par l'arrêté préfectoral du 04/06/2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE NOx Four de reforming

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4			
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions Air			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale 			
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.36 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs); - à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous: 			
Concentrations instantannées en mg/Nm ³	Conduit n°1		[..]
	[..]	Four de reforming	
Concentration en O ₂ de référence	[..]	3 %	[..]
Poussières	[..]	5	[..]
SO ₂	[..]	35	[..]
NOx en équivalent NO ₂	[..]	300	[..]

CO	[..]	100	[..]
HAP	[..]	0,1	[..]
NH ₃	[..]	5	[..]
COVNM	[..]	110	[..]

Constats :

Constats de l'inspection du 04/12/2017 :

Non-conformité n°1 : Les rejets en NOx des fumées des fours de reforming sont non-conformes depuis plusieurs années à la valeur limite de concentration fixée par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2009. Cette non-conformité a été confirmée à l'occasion des dernières mesures réalisées dans le cadre de l'auto-surveillance de l'exploitant du 4e trimestre 2016 et du 3e trimestre 2017, ainsi qu'à l'occasion du contrôle inopiné réalisé en décembre 2016.

Constats de l'inspection du 27/08/2020 :

Non-conformité n°1 : d'après les résultats d'autosurveillance réalisés par la société ENTIME, les rejets des fours de reforming (conduit 1c) ne respectent pas la valeur limite en NOx de 300 mg/Nm³ imposée par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/06/09.

Constats de l'inspection du 23/09/2021 :

Non-conformité n°2 : contrairement aux dispositions de l'article 3.2.4 de l'AP du 04/06/2009, l'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émission en NOx applicable au four de reforming (300 mg/Nm³)

Demande de l'Inspection n°6 : L'exploitant doit communiquer un plan d'actions, assorti d'un échéancier, précisant les actions prises et prévues pour respecter les valeurs limites d'émissions en NOx applicables aux chaudières FIVES et SEUM et au reforming.

Constats de l'inspection du 13/02/2023 :

Les non-conformités suivantes sont maintenues :

Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 04/12/2017

Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 27/08/2020

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 23/09/2021

Constats de l'inspection du 10/12/2024 :

Courant janvier 2025, l'établissement LAT-Nitrogen de Grandpuits a fait une communication relative à un PSE portant sur le personnel travaillant au niveau de l'unité de production d'ammoniac. En outre, par courrier du 17 octobre 2025, l'exploitant a informé l'inspection de la mise à l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac. Cependant les chaudières FIVE et SEUM restent quant à elles en fonctionnement pour les besoins des unités aval.

→ Les non-conformité suivantes sont soldées :

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 23/09/2021

Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 04/12/2017

Non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 27/08/2020

La demande n°6 de l'inspection du 23/09/2021 portant sur le four reforming est soldée. Toutefois, la demande n°6 de l'inspection n°23/09/2021 portant sur les chaudières FIVE et SEUM sont

maintenues. L'exploitant est en attente des conclusions du BREF LVIC avant de s'y conformer d'ici à 2028.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Respect des VLE NOx des chaudières FIVES et SEUM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

VLE « installations autres que » turbines et moteurs.

Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux « installations autres que » les turbines et moteurs, dont les chaudières.

I. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :
- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;
[...]

Combustibles	Puissance P (MW)	Polluants		
		SO ₂ (mg /Nm ³)	NOx (mg /Nm ³)	Poussières (mg /Nm ³)
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]
Gaz naturel, Biométhane	20 ≤ P	-	100 (23)	-
[...]	[...]	[...]	[...]	[...]

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg /Nm ³)
[...]	[...]	[...]
(23)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NOx : 120

[...]

Constats :

Constats de l'inspection du 04/12/2017 :

Non-conformité n°2 : Les rejets en NOx des chaudières FIVES et SEUM mesurés dans le cadre de

l'auto-surveillance de l'exploitant ainsi qu'à l'occasion du contrôle inopiné réalisé en décembre 2016 ont une concentration supérieure à 100 mg/Nm³, ils sont par conséquent non-conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910. Compte-tenu du niveau de performance de ces chaudières, l'exploitant devra préciser quelles actions correctives sont envisagées afin de mettre en conformité ces installations.

Remarque n° 9 : L'inspection des installations classées rappelle que les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 sont applicables aux chaudières FIVES et SEUM de l'établissement. Par conséquent, la valeur limite en concentration de NOx à respecter est de 100 mg/Nm³, celle-ci étant plus contraignante que la valeur fixée par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2009. L'exploitant doit tenir compte de cette nouvelle valeur limite dans son auto-surveillance.

Constats de l'inspection du 23/09/2021 :

Non-conformité n°3 : contrairement aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110, l'exploitant ne respecte pas la valeur limite d'émission en NOx applicable aux chaudières FIVES et SEUM (100 mg/Nm³).

Demande de l'Inspection n°6 : L'exploitant doit communiquer un plan d'actions, assorti d'un échéancier, précisant les actions prises et prévues pour respecter les valeurs limites d'émissions en NOx applicables aux chaudières FIVES et SEUM et au reforming.

Constats de l'inspection du 13/02/2023 :

Les fiches d'écarts suivantes sont maintenues :

Non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 23/09/2021

Non-conformité n°2 relevée lors de l'inspection du 04/12/2017

Remarque n°9 relevée lors de l'inspection du 04/12/2017

Constats de l'inspection du 10/12/2024 :

Pour l'année 2024, seule la chaudière SEUM était en fonctionnement. Les mesures en NOx réalisées le 05/03/2024 et le 29/05/2024 sont supérieures aux VLE.

L'exploitant indique être en attente des conclusions du BREF LVIC avant de s'y conformer. **Dans cette attente, la non-conformité n°3 de l'inspection du 23/09/2021, la non-conformité n°2 de l'inspection du 04/12/2017 et la remarque n°9 de l'inspection (attention la remarque n°9 fait bien référence à la rubrique 3110 et non 2910) du 04/12/2017, tout comme la demande n°6 de l'inspection du 23/09/2021 portant sur les chaudières sont maintenues.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Autosurveillance conduits n°1a et 1b

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les mesures portées sur les mesures suivantes:

Rejet n°1a et 1b : chaudière FIVES et SEUM

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	Norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	Norme en vigueur
CO	continu	Norme en vigueur
NO _x	trimestrielle	Norme en vigueur

[..]

Constats :

Constats de l'inspection du 23/09/2021 :

Non-conformité n°1 : La chaudière SEUM ne dispose pas de mesure de CO en continu.

Constats de l'inspection du 10/12/2024 :

En salle L'exploitant indique que la chaudière SEUM est désormais équipée d'un analyseur CO en continu. Cela a été confirmé lors de la transmission du bilan air du 1^{er} trimestre 2025.

→ La non-conformité n° 1 de l'inspection du 23/09/2021 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE NO_x atelier Acide Nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.36 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);

- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous:

Concentrations instantannées en mg/Nm ³	[...]	Conduit n°2	[..]
Concentration en O ₂ de référence	[..]	3 %	[..]
Poussières	[..]	5	[..]
SO ₂	[..]	-	[..]
NOx en équivalent NO ₂	[..]	310	[..]
CO	[..]	-	[..]
HAP	[..]	-	[..]
NH ₃	[..]	5	[..]
COVNM	[..]	-	[..]

Constats :

Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :

L'exploitant explique qu'une mesure normée sur les Nox au niveau du conduit n°2 entraînerait un risque pour la santé des opérateurs. Aussi l'exploitant propose de réaliser l'autosurveillance à partir de son analyseur AT2206 qualifié QAL1.

[...]

En outre, l'exploitant propose que le contrôle de l'AST fasse office de contrôle annuel comparatif, sachant que le contrôle fait déjà l'objet d'un audit par ailleurs dans le cadre des quotas CO₂.

L'inspection rappelle que le contrôle périodique par un organisme agréé, selon les normes en vigueur, constitue une disposition minimale en matière de surveillance des émissions atmosphériques.

Demande n°13022023-1 : L'exploitant doit donc motiver sa demande en démontrant l'infaisabilité technico-économique de procéder, en toute sécurité, à un contrôle des rejets au conduit n°2 selon les méthodes normalisées de référence.

Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :

L'exploitant indique qu'un contrôle via un gaz étalon de l'analyseur permettant la mesure en NOx au niveau de la cheminée n°2 est réalisé mensuellement.

À ce titre, il a présenté en salle les enregistrements de ce contrôle mensuel. En outre, l'autosurveillance transmise au titre de l'année 2024 montre un respect des VLE pour le conduit n°2.

Cependant, s'agissant des contrôles inopinés Air, l'exploitant n'a pas répondu à la demande n°13022023-1 de l'inspection. À ce titre, il est attendu que l'exploitant propose une méthode permettant une mesure pertinente des rejets en NOx de la cheminée n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance conduit n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale		
Prescription contrôlée : <p>Les mesures portées sur les mesures suivantes: [...] Rejet n°3 : tour de prilling</p>		
Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	mensuelle	Méthode qualifiée par l'exploitant
Poussières	mensuelle	
[..]		
Constats : <p><u>Constat lors de l'inspection du 27/08/2020 :</u> Observation n°6 : L'autosurveillance est réalisée trimestriellement alors que l'arrêté préfectoral impose une autosurveillance mensuelle pour le débit et les poussières issus de la tour de prilling (conduit n°3).</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u> En réponse à cette observation, l'exploitant mentionne l'inspection DRIRE du 09/12/2009 pour justifier l'autosurveillance actuelle. L'extrait du rapport d'inspection du 09/12/2009 cité dans le courrier 23-002 du 10/01/2022 mentionne que l'envoi des bilans d'autosurveillance se fait trimestriellement, comme le prévoit l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009.</p> <p>Ainsi, il est demandé à l'exploitant de respecter la fréquence d'autosurveillance pour chaque émissaire définie dans l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009. La transmission de cette autosurveillance se fera trimestriellement selon l'article 9.3.2 du même l'arrêté préfectoral.</p> <p>-> L'observation n°6 relevée lors de l'inspection du 27/08/2020 est maintenue.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 6 : Respect des VLE NH3 du conduit n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4			
Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale			
Prescription contrôlée : <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:</p> <ul style="list-style-type: none">- à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.36 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);- à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous:			
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	[...]	Conduit n°4	[..]
Concentration en O ₂ de référence	[..]	20.8 %	[..]
Poussières	[..]	5	[..]
SO ₂	[..]	-	[..]
NOx en équivalent NO ₂	[..]	-	[..]
CO	[..]	-	[..]
HAP	[..]	-	[..]
NH ₃	[..]	15	[..]
COVNM	[..]	-	[..]
Constats : <p><u>Constat lors de l'inspection du 27/08/2020 :</u> Non-conformité n°3: Concernant le conduit n°4, le contrôle réalisé par la société ENTIME le 20/05/2021, ainsi que les contrôles précédents montrent un dépassement de la VLE en poussières et en NH3 imposées par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009.</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :</u> Observation n°13022023-1 : L'exploitant informera l'Inspection de la méthode proposée par le CERTAM pour les mesures des poussières et du NH3 en sortie de la tour de lavage du grossisseur (conduit n°4).</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u> Dans sa réponse du 29/02/2024 à l'inspection du 13/02/2023, l'exploitant indique avoir réalisé des tests avec un laboratoire de recherche. À ce titre, l'exploitant a transmis le rapport de ce laboratoire qui conclut à certaines recommandations afin d'obtenir une mesure pertinente, basées notamment sur le respect de températures de la chaîne métrologique et sur une durée de la mesure.</p>			

→ L'observation n°130220223-1 de l'inspection du 13/02/2023 ainsi que la demande n°4 de l'inspection du 23/09/2021 sont soldées.

En salle, l'exploitant explique que les recommandations du laboratoire de recherche impliquent des prises de mesures non normées.

Dans l'autosurveillance du second semestre 2024 transmis post inspection, l'exploitant a fait réaliser par son prestataire des mesures au niveau du conduit n° 4 selon une méthode normée et selon la méthode non-normée recommandée par le laboratoire de recherche. Dans les 2 cas, les concentrations et flux de poussières mesurés sont bien supérieures aux valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral du 04/06/2009 (5 mg/Nm³) , mais aussi des VLE retenues par le BREF LVIC de 2007 (30 mg/Nm³).

Par ailleurs, dans l'autosurveillance transmise pour l'année 2024 sur le conduit n°4 , les rejets en ammoniac (concentration et flux) n'y figurent pas.

Suite n°10122024-1 : Pour le conduit n°4, l'exploitant ne respecte pas les VLE sur les poussières. L'inspection rappelle que ces dépassements sont récurrents.

Suites n°10122024-2 : Les rejets d'ammoniac au niveau du conduit n°4 pour l'année 2024 n'ont pas été transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Respect des VLE NH3 du conduit n° 5.4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.36 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous:

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	[...]	Conduit n°5	[..]
---	-------	-------------	------

Concentration en O ₂ de référence	[..]	-	[..]
Poussières	[..]	5	[..]
SO ₂	[..]	-	[..]
NOx en équivalent NO ₂	[..]	-	[..]
CO	[..]	-	[..]
HAP	[..]	-	[..]
NH ₃	[..]	500	[..]
COVNM	[..]	-	[..]

Constats :

Constat lors de l'inspection du 27/08/2020 :

Non-conformité n°4 : Concernant le conduit 5.4 (homogénéiseur), d'après les résultats d'autosurveillance réalisés par la société ENTIME, les émissions en NH₃ ne respectent pas les VLE en concentration et en flux imposés par les articles 3.2.4 et 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009. En outre, ces dépassements ne font pas l'objet d'une interprétation par l'exploitant, notamment sur les causes et l'ampleur des écarts contrairement aux dispositions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral précité. Enfin, l'exploitant n'a pas mis en place d'actions correctives conformément à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral précité.

Constat lors de la l'inspection du 13/02/2023 :

Demande de l'Inspection n°13022023-2 : L'exploitant précisera si la fréquence de contrôle visuel des dévésiculeurs est adaptée, au regard de son retour d'expérience. L'exploitant informera l'Inspection sur l'adaptation spécifique de l'autosurveillance de l'atelier NASC.

Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :

En salle, l'exploitant explique que la fréquence de contrôle des dévésiculeurs est adaptée. En outre, depuis fin 2023, les installations sont exploitées selon le mode « start and stop » au grès des différents runs de production réalisés. L'exploitant indique que ce nouveau mode de fonctionnement ne semble pas avoir d'impact sur l'intégrité des dévésiculeurs.

Selon l'exploitant les dévésiculeurs sont contrôlés visuellement tous les 18 mois, lors de l'arrêt de l'atelier de production d'acide nitrique.

→ **La demande n°13022023-2 est soldée.**

L'autosurveillance pour l'année 2024 transmises post-inspection montre un respect des VLE pour l'ammoniac et ce pour le conduit 5.3 « Déshydrateur final ». Toutefois, les rejets d'ammoniac au niveau du conduit 5.4 « Homogénéiseur » restent encore supérieurs au VLE fixées par l'arrêté préfectoral du 04/06/2009. L'exploitant indique poursuivre ses investigations afin de réduire ses émissions sur le conduit 5.4

En outre, l'autosurveillance transmise au titre de l'année 2024 ne fait pas figurer des mesures sur les poussières (flux et concentrations), ni celles sur les flux d'ammoniac pour les conduits 5.3 et 5.4.

-> **La non-conformité n°4 de l'inspection du 27/08/2020 est maintenue.**

Suite n°10122024-3 : L'exploitant fera apparaître dans son autosurveillance, les mesures sur les émissions de poussières (flux et concentration) ainsi que les flux d'émission d'ammoniac pour les conduits 5.3 et 5.4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etude technico-économique pour réduire les émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction de émissions atmosphériques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique visant à réduire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions de protoxyde d'azote de l'atelier de fabrication d'acide-nitrique; - les émissions d'oxydes d'azote provenant du four de reforming; - les émissions d'ammoniac de l'atelier de NASC, <p>en référence aux meilleures techniques disponibles pour la fabrication de produits chimiques inorganiques en grands volumes (ammoniac, acides et engrais) [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 27/08/2020 :</u></p> <p>Observation n°7 : la solution concernant le lavage des gaz Purgal est une solution intéressante que l'exploitant devra mettre en œuvre afin de réduire ses émissions en NOx au niveau des fours de reforming (cf fiche n°2). L'étude technico-économique (ETE) devra par ailleurs être complétée sur la partie économique du projet.</p> <p>Observation n°9 : les mesures décrites par l'exploitant pour maîtriser ses rejets en ammoniac sont des barrières de sécurité visant à maîtriser la réaction afin d'éviter un emballement. Cela ne répond pas à un objectif de réduction des émissions d'ammoniac en termes de rejet chronique, notamment au regard des nombreux points de rejet de l'atelier NASC par exemple.</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :</u></p> <p>Demande de l'Inspection n°13022023-3 : L'exploitant transmettra l'ETE mise à jour et indiquera les actions mises en œuvre afin de réduire les émissions des NOx au niveau des fours de reforming.</p> <p>Demande de l'Inspection n°13022023-4 : L'exploitant transmettra à l'Inspection les enregistrements justifiant de la formation du personnel, le cas échéant, il indiquera les dates à venir de cette formation.</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u></p>

Du fait de l'annonce de l'arrêt de l'unité de production d'ammoniac en janvier 2025, **l'observation n°7 du 27/08/2020** concernant la réduction des émissions issues du four de reforming ainsi que **la demande n°13022023-3 de l'inspection du 13/02/2023** sont soldées.

En salle, l'exploitant explique avoir pris du retard sur les tests d'optimisation des réactifs en fonction du pH mesuré au niveau du NASC, et par conséquent sur les formations du personnel. Selon l'exploitant, la formation du personnel était prévue pour janvier 2025.

→ **Demande de l'Inspection n°13022023-4 est maintenue.**

Dans sa réponse à l'observation n°9 de l'inspection du 27/08/2020, l'exploitant indique qu'un courrier argumenté sera envoyé à l'inspection visant à solliciter une adaptation de l'autosurveillance pour les conduits de rejet 5. A ce jour l'inspection n'a pas reçu ce courrier.

Suite n°10122024-4 : L'exploitant transmettra une étude technico-économique présentant les moyens mis en œuvre afin de réduire les émissions d'ammoniac au niveau du NASC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101.36 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous:

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1			Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5
	Chaudière FIVES 1a	Chaudière SEUM 1b	Four de reforming 1c				
Concentration en O ₂ de référence	3%	3%	3 %	3%	20.8%	20.8%	-
Poussières	5	5	5	5	40	5	5
SO ₂	35	35	35	-	-	-	-
NOx en équivalent NO ₂	200	200	300	310	-	-	-
CO	100	100	100	-	-	-	-
HAP	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-
NH ₃			5	5	13	15	500
COVNM	110	110	110	-	-	-	-

Constats :

Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :

Demande de l'Inspection n°13022023-4 : L'Inspection constate que l'échelle choisie pour la représentation graphique des mesures en continu du CO pour la chaudière FIVES ne permet pas une bonne lecture, même si ces émissions restent en-deçà de la VLE (100 mg/Nm³). L'exploitant adaptera l'échelle afin d'améliorer la lecture.

Non-conformité n°13022023-1 : Les mesures de rejets :

- des poussières issues de l'atelier de fabrication de NASC (conduit n°5)
- en ammoniac (NH₃) issu de la tour de prilling (conduit n°3)

n'apparaissent pas dans les bilans transmis par l'exploitant, contrairement à ce que prévoit l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 04/06/2009.

Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :

Dans les rapports d'autosurveillance transmis pour 2023 et pour 2024, l'échelle choisie pour la représentation graphique des mesures en continu du CO pour la chaudière FIVES a été modifiée, de sorte que la lecture des émissions CO est possible.

→ **Demande de l'Inspection n°13022023-5 est soldée.**

Dans l'autosurveillance transmise post inspection, les rejets en ammoniac pour les conduits n°3 et 4 n'y figurent pas, tout comme les rejets en poussières sur les conduits n°5.3 et 5.4.

En salle, l'exploitant indique que tous les paramètres à mesurer dans l'article 3.2.4 de l'AP du 04/06/2009 ne sont pas à transmettre à l'inspection dans le cadre de l'autosurveillance, c'est notamment le cas des rejets d'ammoniac pour les conduits n°3 et 4.

Suite n°10122024-5 : L'inspection rappelle que même les paramètres non suivis dans le cadre de l'autosurveillance doivent l'être dès lors qu'une VLE s'applique à eux. Ainsi l'exploitant doit

pouvoir justifier auprès de l'inspection, lorsque celle-ci le lui demande, du respect des VLE des différents polluants.

→ La non-conformité n°13022023-1 de l'inspection du 13/02/2023 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants:

Rejet n°1a et 1b : chaudière FIVES et SEUM

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	Norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	Norme en vigueur
CO	continu	Norme en vigueur
NOx	trimestrielle	Norme en vigueur

Rejet n°1c : four de reforming

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	Norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	Norme en vigueur
CO	continu	Norme en vigueur
Poussières	trimestrielle	Norme en vigueur
SO ₂	trimestrielle	Norme en vigueur
NOx	trimestrielle	Norme en vigueur
Autres (COV, HAP, métaux)	annuelle	Norme en vigueur

Rejet n°2: atelier acide nitrique

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	continu	Norme en vigueur
O ₂	continu	Norme en vigueur
N ₂ O	continu	Norme en vigueur
NO ₂	continu	Norme en vigueur

Rejet n°3 : tour de prilling

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	mensuelle	Méthode qualifiée par l'exploitant
Poussières	mensuelle	

Rejet n°4 : tour "grossisseur"

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	semestrielle	Norme en vigueur
Poussières	semestrielle	Norme en vigueur

Rejet n°5: atelier de fabrication du NASC

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	trimestrielle	Norme en vigueur
O ₂	trimestrielle	Norme en vigueur
Poussières	trimestrielle	Norme en vigueur
NH ₃	trimestrielle	Norme en vigueur

Constats :

Constat lors de l’inspection du 13/02/2023 :

Observation n°13022023-2 : Le suivi annuel des émissions en métaux par les fours de reforming (conduit n°1c) n’apparaissent pas dans les bilans transmis. L’exploitant les inclura dans les prochains bilans. Le cas échéant, il expliquera les raisons pour lesquelles ce suivi n’est pas envisageable.

Constat lors de l’inspection du10/12/2024 :

Du fait de l’annonce de l’arrêt de l’unité de production d’ammoniac en janvier 2025, **l’observation n°13022023-2 de l’inspection du 13/02/2023 est soldée.**

Dans l’autosurveillance transmise post inspection, l’inspection constate que les fréquences de surveillances ne sont pas toutes respectées. C’est en particulier le cas pour l’autosurveillance des rejets dans les conduits n°3 et 4 qui doivent être respectivement mensuelle et trimestrielle. Au titre de l’année 2024, l’exploitant a transmis une autosurveillance semestrielle.

Suite n°10122024-6 : L’exploitant ne respecte pas la fréquence d’autosurveillance définie à l’article 9.2.1.1 de l’arrêté préfectoral du 04/06/2009.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Test annuel de surveillance (AST)

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 42 et 60
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Méthode de surveillance du N2O
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2018/2066 dit MRR Article 42.1 : Toutes les mesures sont réalisées à l'aide de méthodes fondées sur la norme EN 14181. Article 60.2 : En ce qui concerne les systèmes de mesure continue des émissions, l'exploitant applique une assurance qualité conforme à la norme EN 14181.</p> <p>Norme EN 14181 : L'AST est une procédure utilisée pour déterminer si l'incertitude des valeurs mesurées à l'aide de l'AMS répond toujours aux critères d'incertitude (comme démontré dans le test précédent de QAL2) et si la fonction d'étalonnage obtenue au cours du test précédent de QAL2 reste valide.</p>
<p>Constats : <u>Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :</u> Observation n°13022023-3 : Dans le cadre de la remise en service des installations, l'exploitant devra s'assurer de la réalisation de l'AST dans les meilleurs délais, compte tenu de l'absence d'AST en 2022.</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u> Les éléments transmis post-inspection ont permis de solder l'observation n°13022023-3 de l'inspection du 13/02/2023</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Assurance qualité en routine (QAL 3)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 42 et 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Méthode de surveillance du N2O</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (UE) 2018/2066 dit MRR Article 42.1 : Toutes les mesures sont réalisées à l'aide de méthodes fondées sur la norme EN 14181. Article 60.2 : En ce qui concerne les systèmes de mesure continue des émissions, l'exploitant applique une assurance qualité conforme à la norme EN 14181.</p> <p>Norme EN 14181 : Après acceptation et étalonnage de l'AMS, des procédures complémentaires d'assurance qualité et de contrôle qualité doivent être respectées pour s'assurer que les valeurs mesurées par l'AMS répondent en continu à l'incertitude maximale admissible (QAL3)</p>
<p>Constats : <u>Constat lors de l'inspection du 13/02/2023 :</u></p>

<p>Observation n°13022023-4 : S'agissant des cartes de contrôle : au point 7.2 de la norme NF EN 14181 il est précisé que les opérations menées dans le cadre de la procédure QAL 3 doivent être réalisées au moyen de carte de contrôle qui représentent graphiquement les dérives dans le temps. L'inspection souligne qu'une représentation graphique permettra à l'exploitant de mieux visualiser les dérives de l'équipement. S'agissant de la procédure QAL 3 : L'exploitant doit s'assurer de la mise en place d'une procédure décrivant les exigences relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'application des matériaux de référence au zéro et en concentration (fréquence, modalités d'application...) et au recueil des mesures, - à la représentation graphique des résultats sur des cartes de contrôle, - au paramétrage des cartes de contrôle, des seuils et des règles permettant de détecter des écarts à corriger.(point 7.2 de la norme NF EN 14181). <p>En outre, l'exploitant doit également disposer d'une procédure précisant les actions à mettre en œuvre suite au dépassement des limites des cartes de contrôle (point 7.3 de NF EN 14 181).</p> <p><u>Constat lors de l'inspection du 10/12/2024 :</u></p> <p>En salle, l'exploitant a présenté la carte de contrôle pour le N₂O. L'exploitant indique qu'il doit se rapprocher de son prestataire afin de finaliser les autres cartes de contrôle. Toutefois, dans sa réponse en date du 29/02/2024, l'exploitant indique qu'une mise à jour de la procédure sera réalisée courant 2024 prenant en compte la dérive au niveau des cartes de contrôle.</p> <p>L'observation n°13022023-4 est maintenue. Il est attendu de la part de l'exploitant de finaliser les cartes de contrôle pour les différents polluants suivis et de transmettre la procédure AT2206 mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Atelier NASC : Suivi des émissions d'ammoniac du laveur petit NASC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les paramètres de fonctionnement du laveur petit NASC font l'objet d'un suivi en continu. Des alarmes sont générées en salle de contrôle en cas de dérive anormale de ce dispositif de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>En salle, l'exploitant indique que la température et le pH sont les 2 paramètres suivis dans le cadre du fonctionnement du petit NASC. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté le suivi en continu de ces 2 paramètres au niveau de la salle de contrôle.</p> <p>L'exploitant indique que lorsque des alarmes se déclenchent, des réglages sur le débit d'air et l'apport de réactif, permet de réguler la température et le pH. Toutefois, l'exploitant indique ne pas disposer de procédure pour la gestion des alarmes.</p>

Suite n°10122024-7 : L'exploitant présentera la manière dont il s'assure que la gestion des alarmes du petit NASC est bien prise en compte par les opérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2009, article 3.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Atelier Acide Nitrique : Réduction des émissions d'oxydes d'azote
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des démarrages de l'unité de fabrication d'acide nitrique, un dispositif d'injection d'eau oxygénée dans la colonne d'absorption (ou tout autre dispositif équivalent), est mis en œuvre pour diminuer les émissions d'oxydes d'azote.</p> <p>Les quantités d'oxydes d'azotes rejetées par l'installation, rapportées à la tonne d'acide nitrique fabriquée, sont calculées toutes les 2 heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les émissions de NOx par l'unité de production d'acide nitrique sont mesurées en continu. Post inspection, l'exploitant explique que les flux de NOx émis par tonne d'acide produite et transmis dans le cadre de l'autosurveillance sont calculés à partir des concentrations moyennes journalières mesurées, rapportées à la production journalière d'acide.</p> <p>Suite n°10122024-8 : L'exploitant adaptera son mode de calcul des émissions de NOx par tonne d'acide produite pour respecter la prescription de l'article 3.2.7 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois